

LES MARCHANDS DE SOLEIL, de Clément Osé et Sylvie Bitterlin

Le prix du solaire

Avec *Les Marchands de soleil*, Clément Osé, écrivain, et Sylvie Bitterlin, figure de la lutte contre les projets solaires sur la montagne de Lure (Alpes-de-Haute-Provence), livrent un texte critique qui porte un regard sans concession sur le photovoltaïque. Entre récit et enquête journalistique, cet ouvrage s'interroge plus largement sur les blessures que l'on inflige à la planète au nom de la transition écologique.

Par Axel Puig

C'est un matin presque comme un autre de 2022. Chez Sylvie Bitterlin, dans les Alpes-de-Haute-Provence, le téléphone sonne peu de temps après le réveil. Au bout du fil, une amie membre de l'association Montagne verte : « Ils ont commencé à 6 heures et demie, on les entend depuis le village. Je ne sais pas ce qu'on peut faire... »

« Ils », ce sont les bûcherons mandatés par la société Dolarex (NDLR : nom très légèrement déformé par les auteurs) qui entend bâtir un parc photovoltaïque sur la montagne de Lure, longue dorsale calcaire qui s'étire à près de 1 800 mètres d'altitude. « La pétition contre le chantier de Mandres a recueilli 19 000 signatures, des articles sont parus, des recours en justice ont été déposés, et pourtant les arbres tombent », écrit Sylvie Bitterlin.

Passé le temps de la sidération, la sexagénaire, professeure de théâtre, entre en lutte. Elle ne peut se résoudre à voir couper des milliers d'arbres, à voir disparaître de son environnement l'alexanor, le circaète Jean-le-Blanc ou le lézard ocellé.

Les Marchands de soleil raconte cette lutte, les actions de blocage pour ralentir le chantier, les recours juridiques, les formations dispensées par des activistes d'Extinction Rebellion, le jeu du chat et de la souris qui s'engage avec les forces de l'ordre et les vigiles, les interpellations, les procès, les divisions et les intimidations aussi.

Mais au-delà, ce récit pose un regard neuf et sans ambages sur la question du photovoltaïque. L'auteur Clément Osé débarque sur la montagne de Lure avec un point de vue distancié. Il est écolo, *a priori* plutôt favorable à l'énergie solaire. Très vite, l'absurde lui saute aux yeux : quelle transition écologique impose de raser des arbres, de briser la roche pour y mettre à la place des panneaux photovoltaïques dont les pieux en acier s'enfoncent dans le



sol ? À Mandres, le projet est industriel, réalisé par une entreprise privée qui en tirera profit. Mais ailleurs, est-ce que les énergies renouvelables justifient d'artificialiser des espaces naturels ? « Ces projets industriels sont réalisés au nom de l'intérêt public majeur. Mais aujourd'hui, l'intérêt public majeur n'est pas de développer aveuglément des énergies soi-disant renouvelables, il est de défendre les derniers espaces naturels pour assurer les conditions nécessaires à votre vie et à la mienne »,

plaide l'avocat lors du procès de Sylvie Bitterlin.

Car l'engagement de Sylvie et le travail d'enquête de Clément ne s'arrêtent pas aux pentes de la montagne de Lure. Clément promène son carnet dans un congrès rassemblant les lobbies de cette industrie, il épluche et pose un regard critique sur la loi Aper (loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables) ou l'industrie minière. Au final, *Les Marchands de soleil* questionne notre société et sa soif inextinguible d'énergie, fût-elle « renouvelable ».

Comment est née l'idée d'écrire à quatre mains ?

Clément Osé : J'ai rencontré Sylvie lors d'un stage de théâtre qu'elle organisait chez elle, au pied de la montagne de Lure. Nous avons gardé contact et quelque temps plus tard, lorsqu'elle m'a envoyé des vidéos de la lutte, je suis venu faire plusieurs reportages. Dans ce livre, il y a deux personnages. La femme, Sylvie, est dans l'action. Elle a la légitimité du terrain. Je suis l'autre, le reporter, l'enquêteur, la personne à qui le lecteur peut s'identifier. Je suis celui qui va le raccrocher à cette réalité qui peut parfois paraître lointaine, qui va apporter des éléments scientifiques, des clés de compréhension, des nuances parfois.

Le livre mêle fiction et réalité. Pourquoi ?

C'est un livre très inspiré du réel, presque un essai parfois.

Des noms ont été changés par pudeur. Certains personnages, comme le gendarme qui emmène Sylvie au tribunal de Digne, le procureur ou la juge, sont fictifs. Cela permet d'adopter une démarche d'empathie, c'est-à-dire de se mettre à la place de l'autre pour comprendre comment se construisent les opinions. Pour certaines parties du livre, je me suis aussi inspiré d'autres luttes auxquelles j'ai participé, comme celles contre les méga-bassines ou l'autoroute A69 (NDLR : de Toulouse à Castres). À la fin, nous nous sommes même offert le petit plaisir d'une victoire...

Du récit de la lutte d'un collectif d'habitants contre un parc photovoltaïque, le livre bascule très vite vers un questionnement relatif à la pertinence de tels projets industriels, puis sur la manière dont on conçoit aujourd'hui la transition écologique.

Nous partons en effet d'un exemple frappant, celui de raser une forêt pour y installer des panneaux photovoltaïques. Mais nous ne voulions nous en tenir ni à un récit de lutte ni à un débat techno. Nous essayons de tout aborder, y compris la question de la beauté. Quelle transition écologique justifie d'abattre des hectares de forêt ? Au nom de quel « progrès » peut-on raser des habitats et éradiquer des espèces animales ? Quelle culture mène à ça ? Ces énergies

sont-elles vertes ? Est-ce que la société que l'on cherche à préserver est juste ? Nous voulions soulever toutes ces questions.

« Au nom de quel “progrès” peut-on raser des habitats et éradiquer des espèces animales ? »

Vous en venez même à questionner la pertinence des centrales villageoises et plus largement le photovoltaïque, qui nécessite une exploitation minière excessivement polluante et humainement désastreuse.

Dans ce type de projets, la répartition du capital est certes plus intéressante, mais c'est un entre-deux qui n'est pas satisfaisant puisqu'il nécessite d'ouvrir des mines et parfois de s'installer sur des espaces naturels. J'ai l'impression que l'on essaye de trouver des solutions miracles pour éviter de questionner notre mode de vie, un peu comme lorsqu'on pense que la voiture électrique est une option. Pour Sylvie et moi, la vraie solution est de tendre vers une économie de subsistance, d'apprendre à vivre avec moins d'énergie.



Dans ce livre, nous avons la volonté de parler au monde écolo et militant. Quelle est notre place ? Prêcher pour des centrales villageoises « moins pires », n'est-ce pas une forme de mal-adaptation ? Au fond, nous sommes persuadés que notre rôle est plutôt de préserver les espaces naturels, de se battre contre toute forme d'artificialisation. Quand on s'en tient à cette défense de la nature, il y a moins de risques de s'engager pour une mauvaise cause.

Où en sont les projets photovoltaïques industriels sur la montagne de Lure ? Sylvie Bitterlin poursuit-elle la lutte ? Des projets de parcs photovoltaïques sortent tous les mois. Les mairies et les agriculteurs sont sans cesse sollicités. Sur la montagne de Lure, il y a eu quelques bonnes nouvelles et une victoire juridique, puisque le tribunal administratif de Marseille a jugé illégal le parc solaire de Cruis. Plusieurs projets ont été annulés. Dans d'autres endroits de la montagne de Lure, des centrales ont été construites, mais les opposants ont adressé un message aux industriels : « Vous n'êtes pas en terrain conquis ! » Quant à Sylvie, elle continue la lutte. Elle y passe

une grande partie de son temps, elle participe à des réunions pour trouver des solutions et mène encore des actions de terrain. À partir de mars, tous les deux, nous allons également faire une tournée des collectifs d'habitants qui s'opposent à des projets agrivoltaïques ou à l'installation d'énergies renouvelables en milieu naturel.

POUR ALLER PLUS LOIN

Clément Osé est écrivain, auteur de trois récits parus chez Tana. Dans *De la neige pour Suzanne*, il raconte son installation et son expérience de trois ans au sein d'une ferme collective en construction. Dans *Plutôt nourrir*, il dialogue avec une ancienne camarade de Sciences Po devenue éleveuse de cochons dans le Gers. *Les Marchands de soleil*, son troisième livre, il l'a écrit à quatre mains avec Sylvie Bitterlin.

Les Marchands de soleil. Face à la machine photovoltaïque, Clément Osé et Sylvie Bitterlin, Paris, Tana, 2024, 348 p.

Pour en savoir plus sur la tournée : www.clementose.art

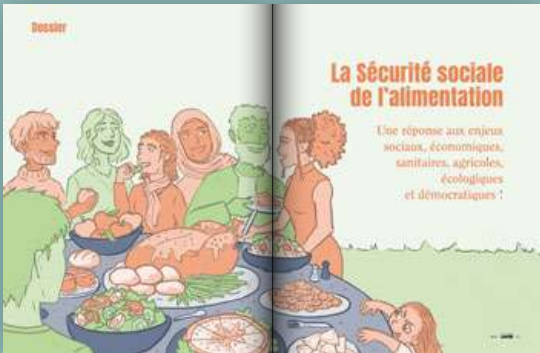
Cet article, déjà paru dans *Village*, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec ce magazine dont nous partageons les valeurs.



MET EN LUMIÈRE LES PROJETS QUI TRANSFORMENT LES TERRITOIRES



ANALYSE LES ENJEUX DES TRANSITIONS



ABONNEZ-VOUS

EN LIGNE PAR COURRIER



Chèque à l'ordre des Éditions de l'Attribut. À retourner à l'adresse : Éditions de l'Attribut 10 rue des Frênes 31400 Toulouse

Tarifs préférentiels pour les particuliers editions-attribut.com

UN PLAN MONDIAL POUR LE CLIMAT ET CONTRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Adrien Fabre
Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2024, 168 p.

Pour mettre fin au dérèglement climatique et à l'extrême pauvreté, nous connaissons la solution depuis 1990, rappelle d'entrée l'économiste Adrien Fabre : une redistribution mondiale à travers d'importants transferts Nord-Sud, basés sur des quotas carbone calculés à partir du permis d'émission de chaque habitant de la planète. Si la situation géopolitique actuelle depuis l'élection de Donald Trump à la présidence américaine ne plaide pas en ce sens, ce livre témoigne en revanche d'une large acceptation de ce plan mondial par l'opinion publique. Car, comme

l'écrit Gabriel Zucman dans la préface, « le travail minutieux [d'Adrien Fabre] renverse une idée communément acceptée : celle qui voudrait que les habitants des pays riches soient hostiles à la redistribution internationale ». En effet, l'un des intérêts de cet ouvrage réside dans le fait que le chercheur du CNRS s'est spécialisé depuis de longues années dans les enquêtes d'opinion relatives au climat et à la redistribution, ce qui lui permet de nous livrer des données particulièrement éclairantes, qu'il partage par ailleurs au sein de l'association de plaidoyer pour la redistribution mondiale des riches qu'il a créée, Global Redistribution Advocates¹. « Le fléau le plus insupportable qui nous empêche d'avancer, c'est le défaitisme. C'est l'argument sans cesse ressassé », prévient Adrien Fabre, qui énonce un autre frein à l'action : l'échelle à laquelle le débat public se cantonne, nationale plutôt que mondiale, et où la sphère individuelle se déploie, dans la proximité. « Les individus ont tendance à chérir leur famille, à choyer leur entourage, et à se sentir désemparés et illégitimes pour agir à une échelle plus large. » Au-delà des considérations éthiques qu'il analyse, notamment au travers d'exemples significatifs (au Burkina Faso, au CHU de Poitiers...), l'auteur explique que l'impératif de redistribution mondiale a des fondements juridiques : l'élimination de l'extrême pauvreté d'ici à 2030 a été ratifiée par l'ensemble des pays de l'OCDE en 2015. La voie proposée par Adrien Fabre constitue l'une des alternatives mises en avant par ces économistes français qui fondent les bases d'un autre modèle de développement pour sortir de l'impasse du système inégalitaire et destructeur actuel. Esther Duflo suggère que des impôts mondiaux sur la fortune des milliardaires et les profits des sociétés financent

les dégâts provoqués par le dérèglement climatique dans les pays du Sud. Thomas Piketty avance l'idée d'un impôt progressif mondial sur la fortune des millionnaires dont les recettes seraient allouées aux États en proportion de leur population. Gabriel Zucman propose une taxe mondiale de 2 % sur

la fortune des milliardaires, votée en France le 20 février dernier à l'Assemblée nationale. Les solutions existent, l'opinion internationale y est favorable... ne reste que la volonté politique.

1. <https://urlr.me/6v4sTR>

LES TERROIRS ET LA GAUCHE

Un amour méconnu

Samuel Grzybowski
Paris, Éditions du Faubourg, 2024, 240 p.

Voilà un ouvrage qui fait le plus grand bien et qui devrait parler aux lectrices et lecteurs de DARD/DARD tant il rejoint nos préoccupations : les forces progressistes doivent s'appuyer sur la richesse naturelle, humaine, culturelle, sociale, économique, écologique de nos territoires qui sont d'une incroyable vitalité, comme nous essayons de le montrer à chaque numéro. D'ailleurs, plutôt que « territoire », à connotation trop administrative et trop descendante, Samuel Grzybowski cherche à réhabiliter le terme de « terroir », confisqué par l'extrême droite à des fins de repli sur soi, « un mot intraduisible, sans équivalent dans d'autres langues, un concept holistique qui englobe la géographie, la culture et l'interaction entre l'humain et la nature ». Mais il s'agit d'y recourir pleinement : « Ne jamais laisser aux identitaires la possibilité de détourner nos trésors culturels, investir le terroir pour penser l'avenir écologique et social, imaginer un terroir en dialogue avec le reste du monde. » Activiste et entrepreneur social, l'auteur nous fait voyager dans ces terroirs qu'il connaît suf-

fisamment pour en retenir la sève culturelle ou naturelle, tout en invitant à une critique radicale du capitalisme en s'appuyant sur les chercheurs actuels parmi les plus innovants, de Claire Hancock à Augustin Berque en passant par Guillaume Faburel ou Damien Deville. Car il est plus que jamais nécessaire de faire de la politique à partir des bassins de vie plutôt que des régions administratives



qui ne tiennent pas compte de la réalité des sols, des bassins versants et lignes de partage des eaux, ni des pratiques locales, qu'elles soient d'ordre alimentaire, culturel, festif ou traditionnel. C'est ainsi que la « communauté de terroir » constitue une véritable force vive, à travers l'emploi de la monnaie locale – de la gonette à l'eusko – qui contribue aux circuits courts et à l'économie locale, l'implantation de tiers-lieux paysans qui encouragent une agriculture durable, la production des vigneron du Mâconnais ou de Bourgogne qui promeuvent l'agriculture biologique à travers des communautés locales actives ou, pour prendre un exemple plus décalé, le rap qui naît dans l'humus de ces terroirs, tel celui de Médine dans le Pays de Caux. L'ouvrage grouille de cas tangibles, du Béarn au Bugey jusqu'à Douarnenez, des régions rurales aux

zones urbaines, qui illustrent la nécessité à la fois d'identifier et de valoriser ces forces vives – à la manière du projet en cours de l'Atlas des régions naturelles¹ –, et de repenser une politique *bottom-up* à partir des réglementations qui ont maintenu en vie ces réalités face au néolibéralisme dérégulateur : la loi sur l'AOC puis celle sur l'AOP, la loi littoral, l'instauration des parcs naturels régionaux, etc. Samuel Grzybowski invite ainsi à repenser les notions, également confisquées par la droite et l'extrême droite, de patriotisme et d'identité en convoquant la créolisation de la société et la pensée « Ubuntu » pour s'inspirer d'identités vivantes. C'est, écrit-il, histoire de ne jamais l'oublier, « dans l'enracinement que naissent les ferments des luttes ».

1. <https://urlr.me/6v4sTR>

SOCIALTER

N° 69, avril-mai 2025

Éducation populaire : la révolte, ça s'apprend ? L'équipe de *Socialter* met à nouveau les pieds dans le plat dans ce numéro de printemps. Lutter, oui, mais comment ? Le magazine explique comment, depuis une dizaine d'années environ, les mouvements d'éducation populaire connaissent une véritable résurgence dans le champ politique. Loin de se confiner au seul secteur de l'animation socioculturelle, ces lieux de savoirs iconoclastes renouent avec le militantisme et permettent de s'outiller face aux offensives réactionnaires. Mêlant savoirs manuels et intellectuels, ils tracent aussi les chemins d'une écologie sociale et populaire.



TRANSRURAL INITIATIVES

N° 506, mars-avril 2025

Le magazine coordonné par Fabrice Bugnot et Jade Lemaire consacre le dossier de son numéro de printemps à... la Sécurité sociale de l'alimentation. On ne peut que se réjouir que cette thématique, aujourd'hui essentielle dans notre façon de se nourrir et de faire société, soit ainsi traitée par plusieurs publications qui montrent les transformations actuelles dans les territoires. Ce dossier, en plus de raconter l'histoire de la SSA, part d'un double constat : celui d'une préca-

rité alimentaire grandissante et d'un système agricole dysfonctionnel qui rémunère mal ses paysans. Plusieurs caisses alimentaires sont présentées. Le magazine s'attarde aussi sur les limites du pouvoir de transformation de la production agricole par les initiatives locales et interroge la place des collectivités dans ces initiatives, entre financement et gouvernance. Il s'interroge également sur les chemins à emprunter et les alliances (politiques, économiques) à construire pour aller au-delà de quelques expériences locales. Enfin, il élargit le sujet à la démocratie alimentaire et au combat pour l'effectivité du droit à l'alimentation en France.

VILLAGE

N° 163, printemps 2025

Une bonne nouvelle avant de présenter ce numéro : *Village*, qui fin 2024 a fait appel à ses lectrices et lecteurs pour sortir d'une mauvaise passe, a été entendu. Il peut désormais envisager un avenir pérenne et nous nous en réjouissons, compte tenu de la qualité de ce magazine créé par Sylvie Le Calvez il y a plus de trente ans. Place dans ce numéro de printemps aux épiceries et au tissu associatif qu'elles contribuent à animer sur leur territoire. Dans un dossier fort instructif, Axel Puig nous rappelle qu'une commune sur deux en France ne dispose d'aucun magasin, résultat de la désertification commerciale entamée il y a plusieurs décennies face à la concurrence des grandes surfaces. Pourtant, il y a de quoi se réjouir lorsqu'on lit l'article d'ouverture qui appuie sur ce que la crise du Covid a révélé : l'importance des commerces de proximité et le recentrement sur le local. Extrait : « Sur le

terrain, cela se traduit par une multitude de tendances et d'innovations. L'itinérance est en vogue tandis que les épiceries associatives, participatives et même coopératives sont de plus en plus nombreuses. » Les propos du journaliste sont corroborés par l'analyse de la géographe Claire Delfosse : « Les épiceries associatives tendent à devenir des lieux de réflexion sur l'alimentation, sur les modes de production, les liens à l'agriculture, l'environnement, et sur ce qu'est vivre en milieu rural. Comme les cafés associatifs, qui se multiplient en milieu rural, elles peuvent être assimilées à des tiers-lieux alliant activité économique et sociale, animation culturelle et de loisir, être des lieux de débats, des endroits où l'on peut se connecter à Internet. »

